

ADMINISTRATION ET GÉRANCE :

H. LABARGE

Directeur de l'Imprimerie

JOURNAL

Adresser ce qui concerne l'Administration à M. le Directeur de l'Imprimerie.

Réda

## LA CENSURE

De nouvelles instructions ministérielles prescrivent à la censure de redoubler de rigueur. Le texte entier des journaux, de l'article de tête aux chutes de bicyclettes et aux chiens écrasés, doit lui être soumis avant l'impression.

Tout le monde comprend l'utilité d'une telle surveillance, en ce qui concerne ce qui peut intéresser la défense nationale. Nous ne devons rien dire de ce qui pourrait donner la plus vague indication à l'ennemi, sur les positions de nos troupes ou sur les projets de l'état-major. Nous nous conformons d'autant plus aisément à cette règle, que nous ne savons absolument rien de ce que nous avons le devoir de cacher.

Là-dessus, il n'y a matière à aucune discussion, et pour les plus insignifiantes indications, nous supprimons de nous-mêmes ce que l'on ne doit pas dire.

Mais la Presse se plaint de ce que la censure s'exerce parfois sur le domaine des idées, qui ne doit pas être le sien.

Nous avons déjà dit qu'à Chalon la censure militaire s'applique avec autant de soin que de tact et de courtoisie. Aussi, n'avons-nous pas ici à nous plaindre d'elle. Nous parlons au point de vue général.

La mission de censurer est d'autant plus absorbante pour des officiers, qui ont autre chose à faire, qu'elle est pratiquement inapplicable. Elle l'est en ce qui concerne les questions militaires, mais non pas en ce qui a trait aux idées.

Même sous le second Empire, au temps où « Anastasie » se montrait impitoyable, on n'a jamais pu museler la presse républicaine. Parce que, si l'on peut supprimer ce qui est écrit, il est impossible de biffer ce qui reste entre les lignes.

En ce temps-là, qui n'est pas à regretter, les journalistes étaient forcés, pour exprimer leur pensée, de chercher une forme spirituelle, dans laquelle on trouvait à boire et à manger. Avec un peu d'entraînement, les lecteurs ne tardaient pas à comprendre à demi-mot et finissaient même par découvrir dans les articles, des choses que leurs auteurs n'avaient jamais eu l'intention d'y faire entrer.

La liberté de la Presse, qui est la plus précieuse de toutes les libertés, puisque toutes les autres en découlent, a eu cependant pour effet de rabaisser le niveau intellectuel des journalistes, qui

pouvaient tout dire, sans prendre la peine de cacher sous des mots inoffensifs, des idées qui l'étaient infiniment moins pour le gouvernement impérial.

Mais tout cela est de l'histoire ancienne. Revenons à notre époque.

La Presse est dans la société actuelle un rouage indispensable. Bonne ou mauvaise, c'est elle qui forme l'opinion publique, et si parfois elle fait beaucoup de mal, il lui arrive aussi de faire le bien.

En ce moment la Presse, unanimement, entretient et développe l'énergie nationale. Il faut qu'elle parle, et qu'elle parle librement — abstraction faite, bien entendu, de ce qui a trait aux affaires militaires. — On peut la gêner dans ce qu'elle dit, mais on n'est pas optimiste par ordre, et son silence serait beaucoup plus impressionnant que tout ce qu'elle peut exprimer. Et sur le silence de la Presse, on ne peut rien.

Aussi devons-nous parler, sous peine de produire sur nos lecteurs une impression d'inquiétude bien compréhensible, et nous ne pouvons parler que si nous avons la liberté de le faire.

Chaque numéro étant lu par plusieurs personnes, nous pouvons dire, sans exagération, que *le Courrier* a aujourd'hui cent mille lecteurs dans le département de Saône-et-Loire, et ailleurs. Cent mille personnes qui, tous les jours, s'imprègnent des sentiments patriotiques et de la confiance dans le succès de nos armes, que nous tentons de leur faire partager, avec la plus grande sincérité.

Voilà l'appui que nos confrères et nous apportons chaque jour à ceux qui ont le soin des destinées de notre pays. Cela vaut bien, il me semble, quelques égards.

D'autre part, au moment où le gouvernement souhaite la reprise des affaires, voudrait-on, par des mesures excessives, entraver les seules affaires qui marchent encore tant bien que mal ; celles des journaux, qui occupent un personnel nombreux et font vivre tout un monde de dépositaires et de vendeurs ?

Notre tâche est déjà très rude à l'heure actuelle. Qu'on nous laisse l'accomplir en ne nous imposant que les restrictions nécessaires, auxquelles, d'ailleurs, nous nous soumettons de très bonne grâce.

EMILE DESHAYS.